



Les candidats doivent remplir cette page puis remettre cette chemise accompagnée de la version finale de leur mémoire à leur superviseur.

Numéro de session du candidat

Nom du candidat

Nom de l'établissement

Sessions d'examens (mai ou novembre)

mai

Année

2015

Matière du Programme du diplôme dans laquelle ce mémoire est inscrit : Histoire

(Dans le cas d'un mémoire de langue, précisez la langue et s'il s'agit du groupe 1 ou 2.)

Titre du mémoire : Dans quelle mesure la conscription en 1917/1918 a-t-elle contribué au clivage entre la population anglophone et la population francophone du Canada?

Déclaration du candidat

Cette déclaration doit être signée par le candidat, sans quoi une note de zéro sera attribuée au travail.

Le mémoire ci-joint est le fruit de mon travail personnel (mis à part les conseils permis par le Baccalauréat International que j'ai pu recevoir).

J'ai signalé tous les emprunts d'idées, d'éléments graphiques ou de paroles, qu'ils aient été communiqués originellement par écrit, visuellement ou oralement.

Je suis conscient que la longueur maximale fixée pour les mémoires est de 4 000 mots et que les examinateurs ne sont pas tenus de lire au-delà de cette limite.

Ceci est la version finale de mon mémoire.

Signature du candidat : _____

Date : 27/02/2015

Rapport et déclaration du superviseur.

Le superviseur doit remplir ce rapport, signer la déclaration et remettre au coordonnateur du Programme du diplôme la version définitive du mémoire dans la présente chemise.

Nom du superviseur [en CAPITALES] _____

Le cas échéant, veuillez décrire le travail du candidat, le contexte dans lequel il a entrepris sa recherche, les difficultés rencontrées et sa façon de les surmonter (voir les pages 13 et 14 du guide Le mémoire). L'entretien de conclusion (ou soutenance) pourra s'avérer utile pour cette tâche. Les remarques du superviseur peuvent aider l'examineur à attribuer un niveau pour le critère K (évaluation globale). Ne faites aucun commentaire sur les circonstances personnelles défavorables qui auraient pu affecter le candidat. Si le temps passé avec le candidat est égal à zéro, vous devrez l'expliquer et indiquer comment il vous a été possible de vérifier que le mémoire était bien le fruit du travail du candidat en question. Vous pouvez joindre une feuille supplémentaire si l'espace fourni ci-après est insuffisant.

À qui de droit,

Une vérification du contenu de ce mémoire a été effectuée avec le logiciel "Turn It In". Cette vérification s'est avérée satisfaisante; aucun plagiat et/ou emprunt non référencé a été détecté. Ce mémoire est le travail de l'étève, j'ai rencontré cette dernière à quatre reprises et ai revu les différentes ébauches du mémoire. Cette étève a également démontré un effort soutenu dans sa recherche de sources. Ces dernières sont des sources de diverses provenances, primaires ou publiées récemment, de langue française ou de langue anglaise. De plus, je tiens à la féliciter d'avoir choisi un sujet peu connu de l'histoire canadienne et d'avoir mené ce processus de recherche à terme. Cette prise de risques est un élément de plus qui atteste son intérêt à l'histoire et sa vivacité intellectuelle.

Cette déclaration doit être signée par le superviseur, sans quoi une note de zéro sera attribuée au travail.

J'ai lu la version finale du mémoire qui sera envoyée à l'examineur.

À ma connaissance, le mémoire constitue le travail authentique du candidat.

Comme indiqué dans la section « Responsabilités du superviseur » du Guide du mémoire, il est recommandé au superviseur de consacrer entre trois et cinq heures d'encadrement à chaque candidat. Les établissements seront contactés si le champ destiné au nombre d'heures n'a pas été rempli ou s'il a été rempli avec un 0 sans qu'aucune explication ne soit apportée. Les établissements seront également contactés si le nombre d'heures d'encadrement est sensiblement supérieur à la recommandation du guide.

J'ai consacré heures d'encadrement au candidat pour ce mémoire.

Signature du superviseur :

Date : 27 janvier 2015

Formulaire d'évaluation (réservé à l'examinateur)

Numéro de session du candidat							
-------------------------------	--	--	--	--	--	--	--

Critères d'évaluation	Niveau					
	L'examinateur 1	Max.	L'examinateur 2	Max.	L'examinateur 3	
A Question de recherche	<input type="text" value="2"/>	2	<input type="text"/>	2	<input type="text"/>	
B Introduction	<input type="text" value="1"/>	2	<input type="text"/>	2	<input type="text"/>	
C Recherche	<input type="text" value="4"/>	4	<input type="text"/>	4	<input type="text"/>	
D Connaissance et compréhension du sujet étudié	<input type="text" value="4"/>	4	<input type="text"/>	4	<input type="text"/>	
E Raisonnement	<input type="text" value="4"/>	4	<input type="text"/>	4	<input type="text"/>	
F Utilisation des compétences d'analyse et d'évaluation adaptées à la matière	<input type="text" value="3"/>	4	<input type="text"/>	4	<input type="text"/>	
G Utilisation d'un langage adapté à la matière	<input type="text" value="4"/>	4	<input type="text"/>	4	<input type="text"/>	
H Conclusion	<input type="text" value="2"/>	2	<input type="text"/>	2	<input type="text"/>	
I Présentation formelle	<input type="text" value="4"/>	4	<input type="text"/>	4	<input type="text"/>	
J Résumé	<input type="text" value="2"/>	2	<input type="text"/>	2	<input type="text"/>	
K Évaluation globale	<input type="text" value="3"/>	4	<input type="text"/>	4	<input type="text"/>	
Total sur 36	<input type="text" value="33"/>		<input type="text"/>		<input type="text"/>	

Nom de l'examinateur 1 : _____ Code de l'examinateur : _____
[en CAPITALES]

Nom de l'examinateur 2 : _____ Code de l'examinateur : _____
[en CAPITALES]

Nom de l'examinateur 3 : _____ Code de l'examinateur : _____
[en CAPITALES]

Réservé au Centre de l'évaluation de l'IB : B : _____

Réservé au Centre de l'évaluation de l'IB : A : _____

Mémoire en Histoire

Dans quelle mesure la conscription en 1917/1918 a-t-elle contribué au clivage entre la population anglophone et la population francophone du Canada?

Q.R.

mai 2015

3999 mots

Résumé:

234 mots

Le Canada a été félicité pour sa valeureuse participation à la Première Guerre mondiale, particulièrement l'héroïsme de ses troupes lors de la bataille de Vimy, mais peu de personnes savent que la question de l'étendue de sa contribution  profondément divisé le pays. La guerre est une expérience qui, la plupart du temps, réunit la population autour d'une cause commune mais ce n'a pas été le cas au Canada.

Dans cette enquête, on tentera de répondre à la question: dans quelle mesure la conscription en 1917/1918 a contribué au clivage entre la population anglophone et la population francophone du Canada? On en cherchera les causes; on remontera dans l'Histoire à la recherche des faits et des causes qui font que les relations entre ces deux populations n'ont pas toujours été harmonieuses. On essaiera de comprendre l'évolution de la position des chefs et de la population entre 1914  et 1918. On constatera que la conscription de 1917 a contribué à faire grandir la fibre nationaliste des Canadiens français et à creuser le fossé entre les deux peuples fondateurs.

On utilisera des sources variées et d'époques différentes, (journaux, livres  d'historiens, pamphlets et affiches) provenant d'auteurs canadiens français, canadiens anglais et même américains afin d'avoir, si possible, un regard objectif.

On conclura que la conscription de 1917 a bel et bien consolidé et approfondi le clivage, qui existait déjà, entre la population francophone et anglophone du Canada. 


Table des matières:

Introduction	4
Développement	5-16
Le nationalisme canadien français	5-6
Le Canada unanime en 1914	7-9
Des éléments de discorde	9-11
La crise de la conscription de 1917	11-14
L'unité canadienne fragilisée en 1918	14-16
Conclusion	16-17
Bibliographie	18-19
Annexes	20-22

Introduction:

Selon Desmond Morton, historien né en 1937 à Calgary : «Si la guerre est une de ces expériences vécues en commun qui transforme une nation, le Canada, à la suite de la Première Guerre est devenu un pays formé de deux nations»¹.

En 1914, le Canada est une Confédération bilingue constituée de huit millions d'habitants dont presque 30%² de francophones majoritairement regroupés au Québec, avec des communautés en Ontario, au Nouveau-Brunswick et au Manitoba. C'est dans ce paysage linguistique divisé que le Canada joua un rôle important dans la Première Guerre mondiale en fournissant plus de trois quarts de millions de soldats, soit plus, proportionnellement à sa population, que n'importe quelle force alliée. Cependant, le prix à payer fut et reste lourd. Si le pays a gagné une reconnaissance internationale, on peut se poser la question suivante au sujet des conséquences sur l'unité nationale: Dans quelle mesure la conscription en 1917/1918 a-t-elle contribué au clivage entre la population anglophone et la population francophone du Canada?

A = 2
B = 1

Q.P.

C'est à cette question que cette enquête tentera de répondre en analysant les événements et les passions liés à la conscription. On donnera un bref résumé de l'histoire du Canada et des origines du nationalisme canadien français. On regardera ensuite, de façon chronologique, l'évolution des relations entre les Canadiens français et les Canadiens anglais durant la Première Guerre mondiale. On utilisera des documents variés par la «forme» et les «origines»: articles de journaux, pamphlets, études d'historiens de différentes époques et provenant d'auteurs canadiens anglais, canadiens français et même américains.

¹ Anne-Marie Stravopoulos, "La conscription de 1917", *Passé Composé*, 1 mars 2002, <<http://www.cvm.qc.ca/encephi/Syllabus/Histoire/Passecompose/conscription17.htm>>, accédé le 11 janvier 2015.

² Serge Durflinger, "Le recrutement au Canada français durant la Première Guerre mondiale", *Musée Canadien De La Guerre*, <<http://www.museedelaguerre.ca/education/ressources-pedagogiques-en-ligne/depeches/le-recrutement-au-canada-francais-durant-la-premiere-guerre-mondiale/>>, accédé le 18 septembre 2014.

Développement:

Le nationalisme canadien français

En 1763, par le traité de Paris, la France cède la Nouvelle-France à l'Angleterre³. La province du Québec, située le long du fleuve Saint-Laurent (voir annexe 1) est alors créée. L'élite française, plus particulièrement les représentants du gouvernement et les militaires, quitte ce territoire, laissant une population d'agriculteurs et d'artisans, majoritairement francophones et catholiques, s'adapter à leur nouveau sort. L'Angleterre, protestante et très pragmatique, considère qu'il y va de son intérêt de permettre à ses nouveaux sujets de jouir de «la liberté de la religion catholique»⁴ et de conserver leurs coutumes et leur langue. Pour la Couronne, le Canadien français sera «un Canadien d'expression française et d'allégeance britannique»⁵. Mais cette «différence» reconnue par les anglophones aux francophones sera la première pierre d'une identité différente et d'un nationalisme revendiqué et affirmé jusqu'à nos jours.

En 1791, l'Acte constitutionnel divise la province du Québec en deux provinces avec leur propre gouvernement: le Haut-Canada à l'ouest de la vallée du Saint-Laurent, dédié aux colons anglophones, et le Bas-Canada, à l'est, pour les colons francophones (Voir annexe 2). Cet Acte permet aux Canadiens français de conserver officiellement leur religion, leur langue et le Code civil français, «sa foi, sa langue et ses institutions»⁶, tandis que les Canadiens anglais ont pour eux le droit criminel anglais et des institutions représentatives. En voulant assurer l'harmonie entre les deux nations⁷, l'Acte contribue peut-être à un nouveau clivage.

³ J. Lacoursière, J. Provencher et D. Vaugeois, *Canada-Québec-synthèse historique*, (Montréal: Editions du Renouveau Pédagogique, 1973) 194.

⁴ Elizabeth H. Armstrong, *Le Québec et la crise de la conscription 1917-1918*, (Montréal: vlb éditeur, 1998) 35.

⁵ Armstrong, 40.

⁶ Armstrong, 67.

⁷ Lacoursière, Provencher et Vaugeois, 251.

En 1822, le gouvernement britannique révisé ses positions en tentant de réunir Haut et Bas Canada, tout en limitant les droits de la langue française et en contrôlant les nominations aux charges ecclésiastiques⁸. Les Patriotes canadiens français se révoltent. En 1838, le gouvernement mettra fin à l'agitation par la force mais aussi par la persuasion en mettant de son côté la puissance de l'Eglise.

L'Acte de l'Amérique du Nord Britannique de 1867, en créant le Dominion du Canada, fait de ce pays, un état indépendant, formé de provinces (l'Ontario ou le Haut Canada, le Québec ou le Bas Canada, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Ecosse), mais toutefois membre de l'Empire britannique.

Toutes les précautions furent prises pour préserver les droits particuliers que les Canadiens français estimaient indispensables à l'acceptation à toute forme d'union. [...] Toutes les provinces auraient le contrôle de l'éducation, disposition qui assurait clairement les droits de l'Eglise catholique au contrôle de l'éducation dans la province de Québec⁹.

Durant la guerre des Boers de 1899, l'Angleterre est aux abois en Afrique du Sud et cherche des renforts. Le Premier Ministre canadien libéral de l'époque, Wilfrid Laurier, lui-même francophone, tente de satisfaire l'Angleterre et les anglophones impérialistes tout en ménageant la population francophone, indifférente au conflit. Des affrontements éclatent d'ailleurs entre les deux communautés¹⁰. Laurier envoie donc des volontaires qui seront entretenus par la Grande-Bretagne une fois sur place. Un projet de loi sur la création d'une marine canadienne, qui pourrait être mise à la disposition de l'Angleterre, suscite de nouvelles frictions¹¹. L'attitude des Canadiens français envers le Canada anglais se résume bien alors à «une vigilance soupçonneuse ponctuée de manifestations d'aversion ouverte»¹². Ce sentiment va être exacerbé par les politiques militaires du gouvernement canadien durant la Grande Guerre.

⁸ Armstrong, 42.

⁹ Armstrong, 47.

¹⁰ Normand Lester, *Le livre noir du Canada anglais*, (Montréal: Editions des Intouchables, 2001) 200.

¹¹ Armstrong, 61.

¹² Armstrong, 81.

Le Canada unanime en 1914

En août 1914, la Première Guerre mondiale éclate; l'Angleterre, la France et la Russie entrent en guerre contre l'Autriche et l'Allemagne. Le Canada, membre de l'Empire Britannique, est automatiquement impliqué¹³. L'Angleterre compte sur l'aide canadienne mais c'est au gouvernement canadien de décider de l'étendue et de la forme de sa contribution¹⁴. Robert Borden, alors Premier Ministre canadien conservateur, fidèle à la Couronne, décide de s'engager afin de montrer par la puissance de son pays qu'il est sur un pied d'égalité avec l'Angleterre¹⁵.

A la déclaration de guerre, le pays connaît une explosion patriotique. Tous les Canadiens, tant anglophones que francophones, sont unis et enthousiastes dans l'effort de guerre. Les Canadiens, comme les Européens, croient en une guerre courte; ils seront de «retour pour Noël». Wilfrid Laurier, maintenant chef de l'opposition, supporte une participation active à la guerre car selon lui, il s'agit de défendre non seulement la mère patrie mais aussi la France, un «double honneur»¹⁶. Pour Laurier, le Canada doit rester uni et ses deux nations fondatrices doivent coopérer. L'Église catholique supporte également l'effort de guerre et encourage ses ouailles à s'enrôler. D'après elle, c'est le devoir des fidèles d'être loyaux et de soutenir l'Angleterre, le pays qui a protégé leur foi et leur religion¹⁷. Les Canadiens français, de leur côté, sont fiers de pouvoir jouer un rôle apprécié, frères d'armes de leurs concitoyens de langue anglaise. Même le fervent nationaliste Bourassa, opposé à toute participation canadienne à la guerre des Boers, juge maintenant la cause de la Grande-Bretagne juste et exprime son approbation à la participation canadienne dans son journal *Le Devoir*, dont il est le fondateur. Il s'agit pour Bourassa d'un cas

¹³ I.L. Martinello, *Nous, les Canadiens*, (Toronto: McGraw-Hill Ryerson Limited, 1976) 296.

¹⁴ Durflinger, 2.

¹⁵ Armstrong, 10.

¹⁶ Martinello, 298.

¹⁷ Armstrong, 90.

particulier car le Canada entretient des liens ethnique, social, linguistique avec la France et l'Angleterre¹⁸.

Dès l'implication du pays dans le conflit, le gouvernement du Canada prend des mesures pour préparer la guerre et soutenir l'Angleterre. Le Canada offre des troupes, le Corps expéditionnaire canadien, et vote un budget pour l'entretenir. De plus, le parlement vote la Loi sur les mesures de guerre, une loi permettant de gouverner par décrets et de restreindre les libertés civiles des citoyens; le gouvernement peut désormais instaurer la censure, contrôler l'immigration et suspendre les droits des détenus par un simple décret¹⁹.

Un recrutement volontaire s'organise immédiatement. Le peuple appuie majoritairement cette mesure. Le premier contingent, d'environ 30 000 hommes, est rapidement formé et envoyé au front européen dès octobre 1914²⁰. Plus de deux tiers des recrues ne sont pas Canadiens mais issues des îles britanniques et fraîchement immigrées. Il n'est pas étonnant qu'ils aient répondu à l'appel de la mère patrie en premier. Les Canadiens français ne sont que 1200 d'après les estimés de 1917, leur attachement à l'Angleterre étant moins évident²¹. En 1915, sur un total de 249 471 hommes enrôlés, seulement 30% sont de souche canadienne contre 62% de souche britannique²².

Un premier régiment canadien français est formé, appelé le 22^e régiment. Cette unité encourage le recrutement au Québec et le sentiment de «paix raciale» perdure²³. Des affiches (annexe 3) montrent les tentatives de recrutement chez les Canadiens français en faisant appel au nationalisme. La presse anglophone félicite

¹⁸ Armstrong, 108.

¹⁹ Armstrong, 96.

²⁰ Durflinger, 3.

²¹ Armstrong, 113.

²² Jean Provencher, *Québec sous la loi des mesures de guerre 1918*, (Montréal: Boréal Express Ltée, 1971) 24.

²³ Armstrong, 115.

les Canadiens français de leur effort de guerre. Borden déclare avec confiance qu'il n'y aura pas de conscription²⁴.

Des éléments de discorde

La guerre s'enlise; les troupes, vivant dans des conditions épouvantables au fond des tranchées, se sentent délaissées, oubliées et considérées comme de la chair à canon. L'état major est pris au dépourvu, s'attendant à une guerre de corps-à-corps alors qu'il s'agit d'une guerre de position.

Au Canada, Borden promet une aide de 500 000 hommes²⁵. Pour une population de huit millions d'habitants, c'est un chiffre presque impossible à atteindre sur une base volontaire. Les lourdes pertes au front lors de la bataille d'Ypres²⁶ par exemple, rendent les renforts encore plus nécessaires. Pourtant, le recrutement s'amenuise: le travail en usine, par son salaire, attire les hommes en âge de partir en guerre et le travail agricole nécessite toujours une main d'œuvre dans la force de l'âge.

Les Canadiens français, très préoccupés par des problèmes internes liés à la préservation de leur langue, oublient un peu ce qui se passe outre-Atlantique²⁷. En 1915, le règlement XVII limite l'usage du français dans les écoles en Ontario. Les Canadiens français se sentent particulièrement visés et y voient une atteinte à leurs droits linguistiques constitutionnels, voire même une tentative d'assimilation²⁸. Les Canadiens français de partout au pays se sentent touchés par le sort de leurs compatriotes minoritaires en Ontario²⁹. Au Manitoba, le gouvernement, voulant interdire l'enseignement de la langue allemande, décide d'interdire l'enseignement des langues étrangères, classant le français dans cette catégorie. Ces controverses

²⁴ Durflinger, 3.

²⁵ Durflinger, 4.

²⁶ Armstrong, 133.

²⁷ Provencher, 23.

²⁸ Armstrong, 124.

²⁹ Armstrong, 126.

nuisent, il va sans dire, à l'effort de guerre et contribuent à alimenter le conflit entre les deux peuples fondateurs. Le ralentissement du recrutement au Québec peut s'expliquer par le fait que toutes les personnes qui désiraient partir à la guerre étaient déjà parties et que les Canadiens français ne sentent aucun sentiment d'appartenance envers la Grande-Bretagne³⁰. Ils ne s'identifient pas, non plus, avec la France qui ne s'est jamais préoccupée de leur sort³¹.

De plus, des problèmes de gestion du recrutement volontaire accentuent la détérioration des relations entre les anglophones et francophones. Au Québec, catholique et francophone, le recrutement est confié à un pasteur anglophone protestant... Des accusations de favoritisme circulent chez les francophones qui constatent que peu de promotions sont accordées aux officiers francophones³². Les bataillons francophones sont trop souvent cantonnés à l'arrière et cela cause de l'impatience parmi les soldats. Cette impatience est interprétée comme de la désobéissance par la presse anglophone qui fait circuler une rumeur disant que les Canadiens français sont indisciplinés³³. Les recrues francophones qui s'attendaient à être regroupées, préservant ainsi leur langue, leurs coutumes et leur religion, sont éparpillées et noyées au sein d'une armée anglophone.

Tous ces faits incitent plusieurs Canadiens français à remettre en question leur engagement. Bourassa, avec éloquence, dans un pamphlet, *Que devons-nous à l'Angleterre?*³⁴, défend alors le Canada français en déclarant que la responsabilité du Canada s'arrête à la défense de son territoire. Bourassa prédit que le recrutement va

³⁰ Provencher, 27.

³¹ Durflinger, 5.

³² Armstrong, 135.

³³ Armstrong, 136.

³⁴ Henri Bourassa, "Que Devons-nous à L'Angleterre? : la Défense Nationale-la Révolution Impérialiste-le Tribut à L'Empire." *Open Library*, <https://openlibrary.org/books/OL25461267M/Que_devons-nous_à_l'Angleterre>, accédé le 1 janvier 2015.

mener à la conscription³⁵. L'enthousiasme de 1914 cède la place à une méfiance grandissante entre anglophones et francophones. L'appui à la guerre stagne, les Canadiens français sont mécontents et le Canada anglais accuse les francophones de manquer à leurs responsabilités³⁶. La menace de la conscription pèse.

La crise de la conscription de 1917:

En 1917, l'enrôlement volontaire s'amenuise malgré une demande grandissante. L'Angleterre fait pression sur le gouvernement canadien afin de recevoir plus d'hommes mais le gouvernement hésite à instaurer la conscription par peur de la réaction du côté canadien français.

Après un voyage en Angleterre en mai 1917 où il fut fortement incité à faire un effort supplémentaire, Borden annonce son intention de présenter un projet de loi établissant le service militaire obligatoire, brisant ainsi sa promesse de 1914³⁷.

Après de «longs et acrimonieux» débats, la loi est adoptée le 6 juillet avec 102 voix contre 44³⁸. La loi prévoit l'obligation pour la population mâle de 20 à 45 ans, apte à servir, d'effectuer un service militaire. Des nombreuses exemptions sont prévues: objecteurs de conscience, travailleurs dans l'industrie essentielle à la guerre, gens avec compétences particulières³⁹.

«La division du Canada était encore plus dramatique que prévue»⁴⁰. La division du vote se fait non pas sur une base politique mais linguistique. Les

³⁵ Provencher, 23.

³⁶ Armstrong, 123.

³⁷ J.L.Granatstein et J.M.Hitsman, *Broken Promises: a History of Conscription in Canada*, (Toronto: Oxford University Press, 1977) 267.

³⁸ Provencher, 30.

³⁹ Granatstein et Hitsman, 66.

⁴⁰ Lester, 213.

francophones votent contre la conscription alors que les anglophones sont majoritairement pour⁴¹.

La *Gazette* constata, comme tous les journaux, cette division en deux blocs: «Malheureusement, la province de Québec a démontré qu'elle faisait bande à part... Il serait futile de vouloir ignorer la signification de cette division de races.» En Ontario, des «loyalistes» voulaient compléter cet isolement, mettre la province du Québec au ban, la priver de toute commande de guerre. [...] Dans un magazine de Londres, *The Saturday Review*, on prévient qu'au retour du front, les soldats régleraient le compte des Canadiens français⁴².

Même les Américains s'en mêlent : «*Le New York Times* propose de fusiller purement et simplement les Canadiens français hostiles à la conscription»⁴³. Au Québec, la hiérarchie catholique qui jusqu'ici prêchait l'obéissance aux décisions gouvernementales, prend ses distances. Le journal *La Croix* «mentionne la possibilité que le Québec fasse sécession sur cette question»⁴⁴.

Au Québec, une opposition ferme s'organise: assemblées violentes contre la conscription à Montréal pendant tout l'été, tirs à blanc, vitres cassées, foules déchainées criant «à bas Borden !» ou «Vive la révolution !». Bilan: un policier tué et de nombreux blessés⁴⁵. Bourassa, soupçonnant le gouvernement fédéral de préparer une manœuvre afin de justifier l'imposition la Loi martiale, écrit:

Qu'on se persuade bien d'une chose: le jour où le Gouvernement jugera que les actes de violence suscités par des agents provocateurs justifient l'application de la Loi martiale, ce sera le triomphe complet des ennemis les plus haineux des Canadiens français⁴⁶.

En octobre 1917, les premiers conscrits sont appelés mais un nouveau problème se pose, celui du grand nombre d'exemptions. Les chiffres parlent d'eux-mêmes; en Ontario, 116 092 hommes ont réclamé l'exemption sur 124 965 inscrits

⁴¹ Gwynne Dyer, *Canada in the Great power game 1914-2014*, (Toronto: Random House Canada, 2014) 111.

⁴² Robert Rumilly, *Histoire de la province du Québec*, (Montréal: Ed. Bernard Valiquette, 1946) 118-119.

⁴³ Lester, 215.

⁴⁴ Lester, 214.

⁴⁵ Provencher, 30.

⁴⁶ Gérard Filteau, *Le Québec, le Canada et la guerre 1914-1918*, (Montréal: Les éditions de l'Aurore, 1977) 118.

et au Québec sur un total de 115 602 inscrits, 113 291 l'avaient aussi réclamé⁴⁷. Dans les autres provinces, la proportion est identique et dans la plupart des cas, l'exemption fût accordée. On constate donc que les Canadiens anglais, pas plus que les Canadiens français, n'avaient envie de partir en guerre.

Après avoir échoué à former un cabinet de coalition, Borden déclenche des élections qui auront lieu le 17 décembre 1917. Afin d'assurer son succès électoral, Borden prend plusieurs mesures. Il donne le droit de vote aux femmes des militaires et aux militaires enrôlés sous les drapeaux. Les femmes travaillant dans l'industrie obtiennent aussi le droit de vote alors qu'il est retiré à tous les citoyens naturalisés après 1902 originaires de pays ennemis⁴⁸.

Ces élections, dont la question centrale est la loi sur le service militaire, vont diviser le Canada à tout jamais. La presse anglophone se déchaîne contre Laurier, francophone, chef du parti Libéral qui se présente contre Borden et sa conscription.

Le *Toronto Mail and Empire* du 10 décembre annonça que Laurier était sans aucun doute bien vu du Kaiser. [...] Le jour de l'élection, le *Mail and Empire* dit qu'un vote pour Laurier et ses partisans était un vote[...] contre les combattants au front, contre le lien avec la Grande-Bretagne et l'Empire, mais un vote pour l'Allemagne, le Kaiser. [...] Le *Toronto Daily News* imprima, le 14 décembre, une carte du Canada avec le Québec en noir, sous l'en-tête «The Foul Blot on Canada»⁴⁹. ✓

Le Québec vote presque à l'unanimité pour les libéraux de Laurier alors que le reste du Canada assure à Borden une écrasante majorité conservatrice.

Le Canada anglais prend le résultat de l'élection comme une nouvelle manifestation d'insolence des vaincus de 1763. L'*Evening Telegram* de Toronto rêve d'employer la force contre les Canadiens français. « Nous devons sauver le Québec en dépit de lui-même et le replacer dans le droit chemin, même s'il faut employer la force.» L'*Ottawa Journal* salue la confirmation de ce qu'il a toujours pensé, à savoir qu'il existe, au Canada, d'un côté des gens respectables - *decent people* - et de l'autre, la province de Québec⁵⁰.

⁴⁷ Armstrong, 256.

⁴⁸ Martinello, 304.

⁴⁹ Mason Wade, *Les Canadiens français de 1760 à nos jours*, (Montréal: le cercle du livre de France, 1963) 162-163.

⁵⁰ Lester, 221.

Le député Joseph Napoléon Francœur, présente au Parlement une motion de séparation du Québec de la Confédération, fatigué d'être traité de cette façon par le reste du Canada. Dans *Le Soleil* de Québec, on peut lire: «Nous en avons assez d'une Confédération canadienne qui n'est qu'une fédération impérialiste, [...] Nous ne sommes plus disposés à supporter vos impertinences, vos complots politiques et, bien moins encore, vos persécutions»⁵¹. La motion est retirée⁵² mais la situation s'envenime. Ces élections ont uni le Canada français mais l'ont isolé du reste du pays.

L'unité canadienne fragilisée en 1918:

La chasse aux déserteurs s'organise; des chasseurs de prime parcourent le territoire à la recherche des insoumis. Le Québec se sent particulièrement ciblé par les autorités. Certains Québécois se cachent dans les bois ou dans les greniers, fuyant la conscription tout en la présentant comme un geste de résistance⁵³. «Un climat de méfiance s'installe un peu partout et davantage dans les campagnes»⁵⁴. Les Québécois sont obligés de produire leurs papiers d'exemption sur demande à n'importe quel moment.

La tension est à son comble durant la fin de semaine de Pâques de 1918. Il ne manque que l'élément déclencheur. A Québec, un jeune Canadien français, incapable de produire ses papiers d'exemption qu'il avait laissés à la maison, est arrêté de façon cavalière, devant témoins. Il montrera plus tard ses papiers et sera relâché mais la foule s'est déjà déchaînée. Le trop-plein de rancœur des Québécois trouve son exutoire; du 28 mars au 1^{er} avril, la foule manifeste violemment. Elle saccage les bureaux du journal conservateur (*L'Évènement*) et d'un journal anglophone (*The*

⁵¹ *Le Soleil*, 22 décembre 1917.

⁵² Provencher, 34.

⁵³ Provencher, 41.

⁵⁴ Denis Allard, Madeleine Lamothe et Gilles Proulx, *Ce que la tradition orale a conservé des années "14-18"*, (Québec: Université laval, 1971) 3-4.

Chronicle) qui avait qualifié la foule de «sauvage»⁵⁵. Elle attaque et incendie le bureau du registraire. Le maire de ce bastion francophone et catholique n'a d'autre choix que de faire appel à l'armée. Mille soldats anglophones venant de Toronto sont appelés en renfort; la cavalerie repousse les émeutiers à l'aide de baïonnettes et de manches de hache⁵⁶. Les gens crient « à bas les officiers - ce sont des traîtres comme Judas!»⁵⁷ et les insultes fusent de toutes parts. Le lundi de Pâques, les troupes ouvrent le feu pour reprendre le contrôle et font 4 morts parmi les civils et plus d'une trentaine de blessés⁵⁸. L'article de *La Presse* du 2 avril 1918 (Voir annexe 4) montre bien la réaction du côté canadien-français face à la répression violente des émeutes. Les titres des sections comme «des injures aux nôtres» ou «la conduite indigne des militaires» illustrent comment la presse francophone voit la situation comme injuste. L'enquête du coroner qui suivit l'incident, reflète bien les faits et l'opinion publique au Québec; «au sujet de l'éclatement des émeutes, on jeta carrément le blâme sur la police fédérale chargée d'administrer la Loi du service militaire»⁵⁹. Le Canada anglais, de son côté, voit les émeutes comme un découlement du refus du Québec d'assumer sa part de l'effort de guerre.

Après ces émeutes, l'atmosphère est tendue mais toute résistance est inutile; grâce à la Loi sur les mesures de guerre de 1914, le gouvernement met en place un décret pour supprimer l'habeas corpus⁶⁰. La presse francophone et l'Eglise appellent au calme. Il y eut de grands débats parlementaires; certains extrémistes anglophones préconisaient l'emprisonnement de Bourassa et la suppression du Devoir, accusant directement le clergé de soutenir la révolte car «perversi par la propagande allemande»⁶¹. Cependant, le Gouvernement central, pragmatique, se fait plus conciliant car la résistance contre la conscription gronde dans d'autres villes

⁵⁵ *La Presse*, 2 avril 1917.

⁵⁶ Armstrong, 258.

⁵⁷ *The Chronicle*, 1 avril 1918.

⁵⁸ Provencher, 122.

⁵⁹ Armstrong, 261.

⁶⁰ Dyer, 122.

⁶¹ Armstrong, 263.

anglophones (Toronto et Calgary), surtout parmi les agriculteurs. Le gouvernement annule alors les exemptions mais procède avec plus de prudence, laissant par exemple, les agriculteurs finir les récoltes avant leur enrôlement. D'autre part, la crainte d'une victoire allemande pousse anglophones et francophones à la conciliation. Le Canada anglais considérait alors «qu'il valait mieux laisser le Québec agir à sa guise plutôt que d'essayer de le contraindre. Pour sa part, le Canada français [...] eut un mouvement de recul face au test ultime de la résistance armée»⁶². Durant les derniers mois de guerre, chacun fut fier des victoires retentissantes des soldats canadiens.

Conclusion:

Sur le plan international, Borden a gagné; il avait toujours pensé que la participation militaire massive et les hauts faits d'armes des Canadiens, tel que la bataille de Vimy, mettraient son pays au même rang que l'Angleterre et qu'ainsi le Canada ne serait plus considéré comme une colonie. Le Canada a donc signé le traité de Versailles à côté de l'Angleterre, mais à quel prix? En fonction de sa population, le Canada a payé le plus haut prix du sang.

Sur le plan national, la crise de la conscription a cristallisé de part et d'autre l'amertume latente, voire la haine, entre Canadiens français et Canadiens anglais. Sans avoir réussi à augmenter de façon appréciable le nombre de troupes, la conscription a profondément creusé les divisions entre le Québec et le reste du pays et approfondi le clivage entre les deux populations. Elle a ravivé les tensions linguistiques et religieuses, une plaie mal cicatrisée qui existaient entre les vainqueurs et les vaincus de 1763. Le ressentiment vécu lors de la conscription restera dans la mémoire des Québécois durant de longues années.

Les événements de 1917 inciteront le gouvernement de Mackenzie King à la prudence au moment de la Deuxième Guerre mondiale au sujet de la conscription mais l'histoire actuelle entre Québec et Ottawa montre que cette page d'histoire n'a jamais été oubliée.

⁶² Armstrong, 272.

Même si l'ouvrage de l'Américaine Elizabeth Armstrong, *Le Québec et la crise de la conscription 1917-1918*, semble relativement objectif, les sources d'origines canadiennes sont souvent partisans. Elles n'en demeurent pas moins cruciales à l'enquête car elles donnent une idée des émotions et des perspectives de l'époque. On a essayé de puiser dans les sources canadiennes françaises et anglaises mais force est de constater qu'il y a souvent deux lectures des mêmes évènements, // preuve supplémentaire du clivage.

Tous mes écrits :

Bibliographie:

- Allard, Denis, Lamothe, Madeleine et Proulx, Gilles. *Ce que la tradition orale a conservé des années "14-18"*. Québec: Université Laval, 1971. Imprimé. ✓
- Armstrong, Elizabeth H. *Le Québec et la crise de la conscription 1917-1918*. Trans. Robert Comeau. Montréal: vlb éditeur, 1998. Imprimé. ✓
- Dyer, Gwynne. *Canada in the Great Power Game, 1914-2014*. Toronto: Random House Canada, 2014. Print. ✓
- Filteau, Gérard. *Le Québec, le Canada et la guerre 1914-1918*. Montréal: Editions de l'Aurore, 1977. Print. ✓
- Granatstein, J.L. and Hitsman, J.M. *Broken Promises: a History of Conscription in Canada*. Toronto: Oxford University Press, 1977. Print. ✓
- Lacoursière, J., Provencher, J., et Vaugeois, D.. *Canada-Québec-synthèse historique*. Montréal: Editions du Renouveau Pédagogique, 1973. Imprimé. ✓
- Lester, Normand. *Le livre noir du Canada anglais*. Montréal: Les Intouchables, 2001. Imprimé. ✓
- Martinello, I.L. *Nous, les Canadiens*. Toronto: McGraw-Hill Ryerson Limited, 1976. Imprimé. ✓
- Provencher, Jean. *Québec sous la loi des mesures de guerre 1918*. Montréal: Boréal Express Ltée, 1971. Imprimé. ✓
- Rumilly, Robert. *Histoire de la province du Québec*. Montréal: Ed. Bernard Valiquette, 1946. Imprimé. ✓
- Wade, Mason. *Les Canadiens français, de 1760 à nos jours*. Montréal: Le cercle du livre de France, 1963. Imprimé. ✓

Références électroniques:

- Bourassa, Henri. "Que Devons-nous à L'Angleterre?: La Défense Nationale-la Révolution Impérialiste-le Tribut à L'Empire." *Open Library*, n.d. Web. 1 janvier 2015. ✓
<https://openlibrary.org/books/OL25461267M/Que_devons-nous_à_l'Angleterre>.

Durflinger, Serge. "Le Recrutement Au Canada Français Durant La Première Guerre Mondiale." *Musée Canadien De La Guerre*. n.p., n.d. Web. 18 septembre 2014. <<http://www.museedelaguerre.ca/education/ressources-pedagogiques-en-ligne/depeches/le-recrutement-au-canada-francais-durant-la-premiere-guerre-mondiale/>>.

Stravopoulos, Anne-Marie. "La conscription de 1917." *Passé Composé*, 1 mars 2002. Web. 11 janvier 2015. <<http://www.cvm.qc.ca/encephi/Syllabus/Histoire/Passecompose/conscription17.htm>>.

Journaux:

Les éditions des journaux suivants ont aussi été consultées.

Le Soleil, 22 décembre 1917.

The Chronicle, 1 avril 1918.

La Presse, 2 avril 1918.

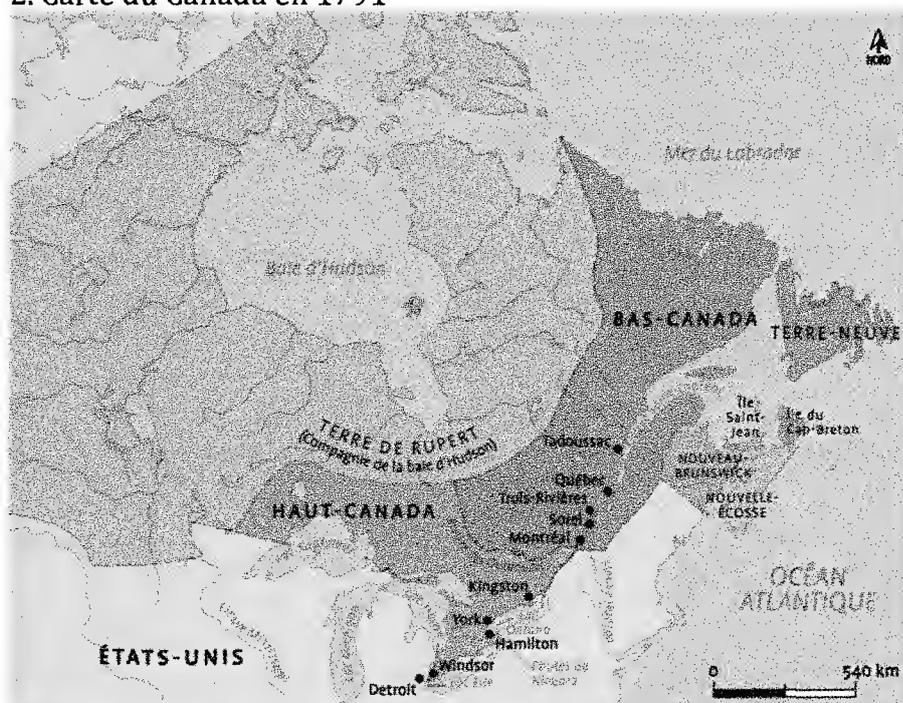
Annexes:

1. Territoires anglais suite au traité de Paris, 1763



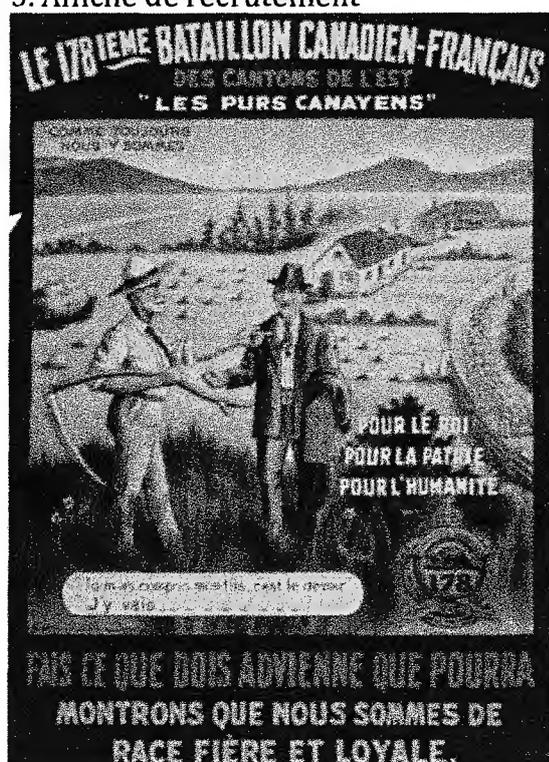
<[http://bv.alloprof.qc.ca/histoire/histoire-et-education-a-la-citoyennete-\(2e-cycle-du-secondaire\)/le-changement-d'empire-\(1760-1791\)/la-proclamation-royale-\(1763\)-et-ses-consequences.aspx](http://bv.alloprof.qc.ca/histoire/histoire-et-education-a-la-citoyennete-(2e-cycle-du-secondaire)/le-changement-d'empire-(1760-1791)/la-proclamation-royale-(1763)-et-ses-consequences.aspx)>, accédé le 10 janvier 2015.

2. Carte du Canada en 1791



<<http://crc-canada.net/histoire-sainte-du-canada/regime-anglais/canadiens-autorite-monarchique/>>, accédé le 10 janvier 2015.

3. Affiche de recrutement



<http://www.museedelaguerre.ca/cwm/exhibitions/chrono/1914conscription_f.shtml>, accédé le 10 janvier 2015.

4. Article de *La Presse*, le 2 avril 1918



J. Lacoursière et J. Provencher et D. Vaugeois, *Canada-Québec-synthèse historique* (Montréal: Editions du Renouveau Pédagogique, 1973) 483.